

L'universalisme français face à ses ennemis



HANNAH ASSOLINE

PAR NATACHA POLONY

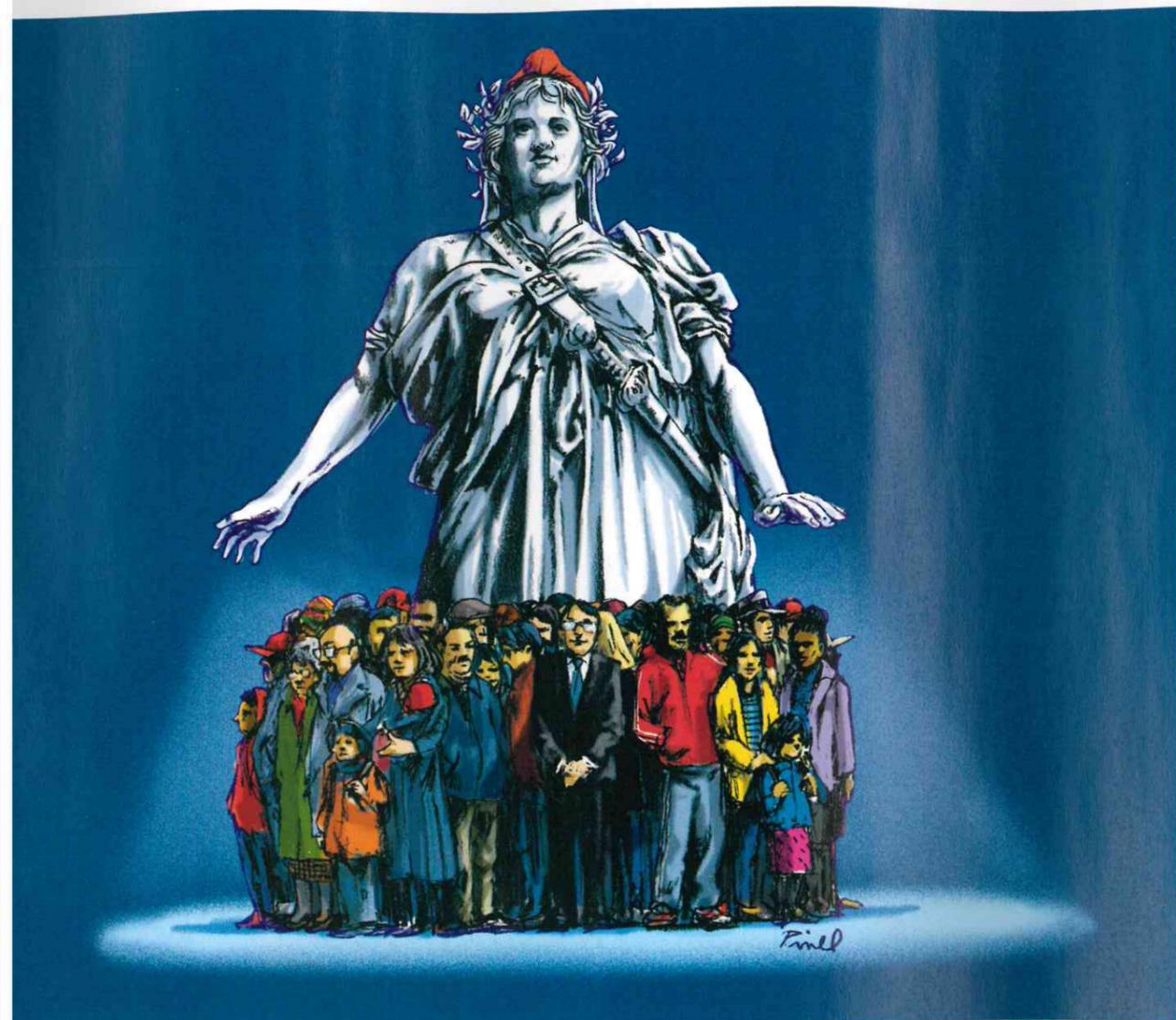
Ya-t-il un mot qui ait, davantage que celui-ci, envahi, saturé l'espace public, après avoir été purement et simplement oublié pendant des décennies ? Mais y a-t-il, pareillement, un mot qui soit à ce point vidé de son sens, brandi comme un étendard par divers partis, sans que personne ne prenne la peine de définir ce qu'il met derrière cette notion pourtant au cœur de notre vie collective ? Pourquoi, dès qu'on le prononce, ce mot appelle-t-il désormais inmanquablement ceux d'islam, de voile, laissant croire que la confrontation se jouerait là, entre la religion de quelque cinq millions de citoyens français et ceux qui auraient du mal à admettre ce nouvel état de fait ?

En 2005, au moment de célébrer le centenaire de la loi de séparation des Églises et de l'État, il fallait se battre pour

trouver un politique ou un journaliste prêt à s'intéresser à ces thématiques. On s'empaillait déjà sur le foulard que certaines jeunes filles refusaient d'ôter en arrivant au collège, mais nul n'imaginait encore que la défense de la laïcité coûterait la vie, dix ans plus tard, à des dessinateurs et journalistes fidèles, envers et contre tous, à la tradition de bouffeurs de curés qui avait fait naître leur journal. Hélas, six ans après le massacre de *Charlie Hebdo*, le terme « laïcard », tout droit sorti du bréviaire de Charles Maurras et de l'extrême droite catholique, peut être repris par une extrême gauche empressée de clamer son amour aux bigots, du moment qu'ils sont musulmans. Aujourd'hui, le plus prestigieux des journaux américains, le *New York Times*, peut, à longueur de colonnes, peindre la France en pays raciste qui persécuterait ses citoyens de confession musulmane, rejoignant ainsi le camp de ces grands démocrates que sont les

dirigeants turcs ou saoudiens, eux aussi préoccupés par cette insupportable laïcité française. Comment en arrive-t-on à ce champ de foire idéologique ?

Les jeunes gens qui, de nos jours, se persuadent que la laïcité serait une arme pour les discriminer semblent ignorer de combien de massacres et d'horreur elle est l'héritage. L'Europe, et la France plus encore que ses voisins, a payé pour savoir ce que la religion peut engendrer de haine et de fanatisme. Et l'on ne rappellera jamais assez que la laïcité est un principe de paix civile – même si parfois, la paix civile ne se gagne que par un peu de fermeté. Encore faudrait-il enseigner cette mémoire à des jeunes générations en proie à d'innombrables récits concurrents. Encore faut-il contrer tous les discours qui tendent à effacer la dimension spécifique de la laïcité française en en faisant un simple « principe de liberté », entendez un principe libéral sur le mode « chacun fait ce qui lui plaît



ans le respect d'autrui ». Eh bien non, la laïcité, ce n'est pas cela. C'est différent, c'est beaucoup plus.

Soyons clairs : la laïcité ne se réduit pas à un principe juridique et ne se confond pas avec la loi de séparation des Églises et de l'État – qui d'ailleurs ne contient même pas le mot. Cette loi est en des conséquences de l'approfondissement de ce principe politique, pilier de la République, qu'est la laïcité. Au cœur de ce régime politique si particulier n'est la République, rassemblement de citoyens qui décident en commun de leur destin, il y a cet espace public, instinct, donc, de l'espace privé où chacun cultive son identité et agit comme il entend ; un espace public qui est le lieu de la délibération collective, le lieu symbolique dans lequel les citoyens sont réunis, dans lequel ils dépassent leurs appartenances particulières pour déter-

miner collectivement le Bien commun. Et la laïcité est ce principe qui garantit la neutralité de cet espace public, de façon que nul intérêt privé – individu ou groupe – ne puisse détourner à son profit ce processus. La loi de 1905 est donc une des déclinaisons de ce principe politique, mais la lutte contre les lobbys de toutes sortes en est une autre. La République, en cela, n'est pas une démocratie libérale : ce n'est pas le libre jeu des intérêts particuliers qui aboutit au Bien commun mais l'État, émanation de la volonté des citoyens, qui permet à ceux-ci de n'être pas soumis à la loi du plus fort ou du plus influent.

On mesure combien cette définition simple est aujourd'hui mise à mal par des intérêts divers. Peut-être et avant tout parce que, relevant non pas de la norme juridique mais du pacte politique, la laïcité n'est pas une règle explicite.

D'où le slogan de ceux qui veulent en réduire la portée : « Toute la loi de 1905 mais rien que la loi de 1905. » Or, la laïcité porte en elle des implications majeures. En premier lieu, une forme de sécularisation de la société. Dans la mesure où la République est ce rassemblement d'individus transfigurés en citoyens, assemblés en communauté nationale, il est essentiel que ceux-ci laissent au vestiaire leurs appartenances particulières. Dans l'espace public, ils sont citoyens et mettent en avant ce qui les rassemble. On comprend d'emblée la difficulté : la laïcité repose sur la sécularisation progressive de la société. Non pas qu'il soit interdit d'afficher des signes religieux dans l'espace public, mais la discrétion doit prévaloir (voir J.-P. Chevènement, p. 58). On ajoutera que cette discrétion est d'autant plus nécessaire dans le lieu même où se forge

la communauté nationale par le travail d'émancipation des individus, libérés des déterminismes qui les entravent par la confrontation avec des savoirs universels : l'école. C'est le sens de la circulaire Jean Zay de 1936, interdisant les signes politiques et, en incise, comme une évidence, les signes religieux, dans l'enceinte des établissements scolaires. Circulaire qu'il aurait suffi au ministre de l'Éducation nationale de rappeler en 1989 pour que cessât l'offensive contre l'école républicaine de groupuscules qui, à Creil puis ailleurs, voulaient envoyer le signal qu'une fille, même à l'école, reste soumise à la loi islamique.

La défense de la laïcité, une « guerre contre les musulmans », comme le prétendent quelques politiciens pyromanes ? On comprend au contraire, quand on rappelle sa définition véritable, qu'elle est une garantie pour quiconque, musulman ou autre, d'être véritablement libre, c'est-à-dire de n'être jamais enfermé ni dans sa religion ni dans sa condition, de ne l'embrasser que par choix et non par la naissance. Mais on comprend également en quoi ce principe de liberté vient se heurter aux intérêts de toutes les forces religieuses et identitaires qui cherchent à s'affirmer et à reconquérir leur pouvoir sur les individus.

Le champ de bataille actuel résulte du choc entre une société en voie de sécularisation avancée, la France, pour qui la laïcité était devenue un implicite, et une religion en phase de reconquête, l'islam. Le phénomène est mondial et prend ses racines dès les années 1930, avec la création des Frères musulmans, dont le projet est la réislamisation des musulmans, non seulement en terre d'islam mais partout où ils se trouvent. À ceci près que, là où ce projet aurait dû rencontrer la résistance d'un régime politique fondé sur l'émancipation des individus et le refus des communautés, il n'a trouvé au contraire qu'accommodements et compromissions.

La facilité avec laquelle l'islamisme, c'est-à-dire l'imposition d'un islam politique, s'imposant dans l'espace public et régissant la vie quotidienne des individus, a pénétré dans une France supposée laïque, s'explique par une conjonction de facteurs dont la culpabilité post-coloniale et l'incurie dans la gestion de l'immigration ne sont pas les moindres. L'argument des théoriciens d'une « islamophobie » d'État en France l'illustre à plein : « les musulmans » (pris indistinctement et comme une entité uniforme) seraient les nouveaux damnés de la terre,

les « dominés », à qui il faudrait donc accorder davantage pour compenser cette injustice. Osera-t-on rappeler que traiter différemment les individus en fonction de leur origine (ou pire, en fonction d'une religion qu'on leur attribue d'office, du fait de leur origine) relève du racisme ? Racisme compassionnel, certes, néanmoins racisme.

Un édifice fragile

Pour autant, on sent bien que cette explication n'est pas suffisante. La lame de fond qui est en train de fragiliser l'édifice républicain ne tient sa puissance que du renoncement d'une part des élites françaises qui a cessé de voir dans la laïcité et l'universalisme dont elle est la traduction, le plus formidable outil d'émancipation. Il est d'ailleurs intéressant de constater que si les protestants furent les grands promoteurs de la laïcité française, c'est un Premier ministre protestant, Michel Rocard, qui choisit en 1989 de ne pas la défendre et de renvoyer la décision au conseil d'État, de même que c'est un autre protestant, Jean Baubérot, qui est depuis des décennies l'infatigable théoricien d'une forme de laïcité dont la principale caractéristique, ne lui en déplaise, est de ne rien emprunter à la laïcité française, mais de tout devoir à la tolérance anglo-saxonne.

Car ce n'est pas un hasard si la France s'attire les foudres de plus en plus frénétiques des médias anglo-saxons. Pas un hasard non plus si, au lendemain des attentats du 7 janvier 2015, Barack Obama, qui n'avait pas fait le déplacement le 11, a prononcé un discours dans lequel il se réjouissait que l'Amérique traite mieux ses immigrés, ce qui la prémunirait contre le terrorisme... Les États-Unis, obsédés par un Dieu qu'ils invoquent à foison, n'ont aucune intention de même chercher à comprendre cette France héritière de Rabelais et

CE QUE POSTULE LA LAÏCITÉ, C'EST LA PRÉÉMINENCE DU POLITIQUE ET LA CAPACITÉ DU PEUPLE SOUVERAIN À DÉCIDER DE SON ORGANISATION ET DE SES RÈGLES. PROJET D'UNE EXTRAORDINAIRE MODERNITÉ.

de Diderot, qui s'est débarrassée des bigots au terme de siècles de combat. Dans un monde imprégné de *soft power* américain, biberonné aux films et aux séries venus d'outre-Atlantique, la perpétuation de l'incongruité française est un pied de nez à l'impérialisme de la nation messianique. Le modèle communautariste, qui s'impose dans le langage médiatique autant que dans les travaux universitaires des défenseurs proclamés des minorités, est en fait le pendant nécessaire du néolibéralisme dans sa dimension de fragmentation de toute forme de communauté nationale au profit d'une société atomisée. Le modèle universaliste qu'incarne la laïcité française, à travers la promotion, quelles que soient les cultures et les différences, de la liberté des individus, non pas de « faire ce qu'ils veulent » ou de « s'habiller comme ils veulent », mais de ne jamais être réduits à une identité figée, est la plus sûre des barrières face à la seule régulation par le droit et le marché qui est au cœur du projet néolibéral.

C'est pourquoi la défense de la laïcité comme projet d'émancipation passe par la résistance à ce double mouvement qui agit comme une tenaille : d'un côté, la pression mondiale exercée par les courants les plus radicaux de l'islam, qui s'imposent partout en se présentant aux musulmans comme l'islam véritablement pur (et notamment purifié de l'influence européenne) et de l'autre, le modèle anglo-saxon de communautarisme, appuyé sur l'affirmation des identités et les revendications des minorités face à une majorité ethnicisée et forcément oppressive. Mais cette défense implique aussi le refus de la régulation par le droit et le marché, qui est la matrice du néolibéralisme, et interdit aux citoyens de participer à la « chose publique » en les réduisant à l'état de consommateurs. Affirmer la laïcité dans un monde uniquement régi par le marché est voué à l'échec. Car ce que postule la laïcité, c'est la prééminence du politique et la capacité du peuple souverain à décider de son organisation et de ses règles. Projet d'une extraordinaire modernité, en ce qu'il nous préserve des formes contemporaines de l'aliénation. Encore faut-il croire collectivement que les hommes peuvent s'organiser pour décider de leur destin. Encore faut-il croire qu'ils peuvent s'élever collectivement sans se soumettre à une loi extérieure et transcendante. Il y a là un magnifique idéal à proposer à la jeunesse : quelles que soient notre confession et nos origines, croire en l'Homme, tout simplement. ■